

Note n° 44 aux retraitées et retraités adhérant à Solidaires

Le 23 avril 2018

Notre bilan du 15 mars

Le CA de l'UNIRS du 20 mars a tiré un bilan très positif des 160 manifestations ayant réuni plus de 200 000 personnes retraitées, bien plus que les fois précédentes. Ce succès mesure la colère des personnes retraitées contre les attaques menées par ce gouvernement, notamment l'augmentation de 25 % de la CSG dans une période de gel des pensions, pendant que l'argent coule à flots pour les plus riches.

Cette forte mobilisation a été possible grâce à la pratique unitaire des neuf organisations depuis le printemps 2014, avec constance, détermination, obstination, ce qui lui a donné une forte crédibilité collective et une responsabilité dans la construction du rapport de forces.

Le premier recul du gouvernement prouve que l'on peut le faire bouger, il représente un encouragement à aller plus loin. Ne plus augmenter la CSG de 100 000 personnes, sur 7,5 millions, et seulement en 2019, ne suffit pas, il faut abroger l'augmentation de la CSG pour tout le monde, voire supprimer totalement cette injuste CSG.

Dans un courrier « aux 9 », nous avons proposé une nouvelle journée nationale de manifestations fin mai / début juin, ce qui alimentera le réchauffement du « climat social ».

Réunion des neuf organisations de retraité-e-s le mercredi 11 avril 2018

Les manifestations du 15 mars : les 9 organisations (CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires-UNRPA) ont tiré le même bilan très positif que nous. Après de longs échanges, elles ont décidé :

- **Une pétition demandant une loi de finances rectificative comportant la fin du gel des pensions et la suppression de l'augmentation de la CSG.** Elle sera l'occasion d'expliquer aux parlementaires dans les départements et au gouvernement la réalité de la situation des personnes retraitées.
- **Une nouvelle journée nationale le 14 juin**, de manifestations les plus décentralisées possibles pour permettre au plus grand nombre d'y participer.
- **Un communiqué des 9** rendra ces décisions publiques.

Prise en charge de l'autonomie par la sécurité sociale : après avoir bloqué au Haut Conseil HCFEA l'arrivée du privé dans le financement de la perte d'autonomie, les 9 veulent :

- **un financement pérenne et sûr de l'aide à l'autonomie** par la cotisation sociale (un point de cotisation maladie représente un peu plus de 8 milliards €),
- **une attribution unique de l'aide par la sécurité sociale**, identique dans tous les départements,
- **une réflexion du Haut Conseil HCFEA** sur la situation des EHPAD.

Interpellé, le président M. Fragonard a reçu une délégation de nos organisations, a exprimé son embarras puis a admis que les travaux récents n'avaient guère apporté de solution sur le long terme. Il a convenu de rédiger une note argumentée sur l'opportunité de réexaminer cette question, en tenant compte des conclusions éventuelles du chantier initié par Mme Buzyn sur la refonte du système de protection sociale.

Prochaine rencontre des 9 le mercredi 16 mai.

Chiffres clés 2017 du régime général

Une bonne partie des statistiques du privé figure dans ces deux documents de la CNAV : nombre de retraités (14,1 millions), âge moyen (74,1 ans contre 73,9 ans en 2016), montant mensuel moyen de la retraite de base pour une carrière complète (1 053 €), nombre de départs en retraite anticipée « longue carrière » (162 534), de retraite progressive (9 535), de réversion (19 %), ...

Pour en savoir plus et les utiliser :

<http://www.statistiques-recherches.cnnav.fr/images/publications/fiches-abreges/Chif-fres-du-rgime-gnral-au-31-dcembre-2017.pdf>

<http://www.statistiques-recherches.cnnav.fr/images/publications/fiches-abreges/Chif-fres-du-rgime-gnral-Attributions-2017.pdf>

Les retraité-e-s revendiquent partout

En Espagne, pour la 4^e fois depuis septembre, 500 000 retraité-e-s à Madrid, 100 000 à Bilbao, des milliers à Barcelone, ... ont bravé pluie et neige le 17 mars, ont exigé une augmentation des pensions et refusé la privatisation du système actuel, à l'appel de la Plateforme pour la protection des pensions publiques, avec l'Union syndicale ouvrière (USO), les syndicats Commissions Ouvrières (CCOO) et l'Union Général des Travailleurs (UGT). Le chef du gouvernement espagnol a dû en tenir compte, il a aussitôt annoncé une hausse des pensions de retraite et des allocations veuvage les plus basses... mais par un « effort responsable garantissant la viabilité du système des retraites ».

En France, 9 organisations ont mobilisé 80 000 retraité-e-s le 28 septembre et 200 000 le 15 mars, révoltés par la baisse des pensions.



En Grèce, plus de 5 millions de personnes, soit 1 sur 2, survivent en dessous du seuil de pauvreté (382 € selon les critères de l'UE) et plus d'un million de retraité-e-s avec 364 €. Les organisations de retraité-e-s mobilisent pour l'attribution automatique, sans conditions préalables, des pensions de base et complémentaires sans ponctions arbitraires ni prélèvements de solidarité, pour l'abolition de la loi sur les saisies et les ventes aux enchères. Les manifestations sont prévues les 25 avril, 15 mai, 25 mai, 19 juin... et bien sûr le 1^{er} mai.

Un mouvement européen des personnes retraitées ? Le vieillissement de la population concerne toute l'Europe. Selon Eurostat, les personnes de 65 ans et plus représenteront 28,7 % de la population de l'UE à 28 États en 2080, contre 18,9 % en 2015. Et partout, la politique est la même, refus de restreindre l'explosion des dividendes, baisse des pensions. Comment mettre dans la rue des millions de retraité-e-s ? Le raz-de-marée espagnol repose en partie sur la place prise par les associations de retraité-e-s qui organisent des réunions et des rassemblements depuis plusieurs mois dans chaque village, quartier.

La réunion du CA de l'UNIRS le 18 avril

Compte tenu des conditions de cette réunion du C.A., pendant une grève des cheminot-e-s, avec des camarades physiquement présents et d'autres reliés par le téléphone, l'ordre du jour a été limité à quelques points.

Les mobilisations des retraitées et retraités

Le C.A. de l'UNIRS est satisfait des décisions d'action du groupe des 9. Il pense que le 14 juin sera encore plus massif que le 15 mars, du fait d'une motivation grandissante et peut-être aussi du temps qui ne pourra pas être pire que le 15 mars dans certaines villes. Nous devons tout faire pour agir dans le maximum de lieux et, pourquoi pas, appeler à des regroupements devant les mairies, là où rien ne semble prévu. Cela permet de se voir, de constater que l'on partage les mêmes idées.

Le gouvernement prétend que la baisse de la taxe d'habitation permettra le maintien du pouvoir d'achat, c'est faux. Nous le dirons dans nos expressions.

La « grève » des retraité-e-s bénévoles

Cette proposition du Doubs, soutenue par une majorité du CA, a fait l'objet d'une discussion qui a mis en avant des **avis partagés et posé des questions** : vraie grève/interruption d'activités ou port d'un brassard « en grève » ou « en colère » en l'expliquant par un tract ? Quel risque de sanctionner les personnes bénéficiaires d'une action et associations caritatives ? Est-ce une bonne façon de prouver notre poids social ? Les médias seront-ils intéressés ? Grève partout ou concentrée médiatiquement sur des associations importantes ? Peut-on mesurer le coût du bénévolat, de chiffrer les emplois aidés qu'il faudrait créer pour compenser le bénévolat ? Faut-il revendiquer la réduction d'impôts des bénévoles ? Grève maintenant ou à la rentrée, au moment des fêtes des associations ?

Pour déterminer une position de l'UNIRS, une fiche reprendra les arguments « pour » et « contre » et toutes les structures seront consultées. Cette position pourra être ensuite transmise au groupe des 9... ce qui n'interdit pas d'y réfléchir localement dès maintenant avec les 8 autres organisations.

Les très nombreuses mobilisations sociales et syndicales autres que les retraité-e-s ont été évoquées, ainsi que la difficile unité syndicale, la forte répression de tout mouvement social, par le gouvernement et l'extrême droite... **Toutes les interventions ont montré la prise en charge de la double besogne** des personnes en retraite : augmenter le rapport de forces en mobilisant les retraité-e-s sur leurs revendications ; contribuer avec tous à construire une convergence contre la politique libérale du président des riches.

Dossiers en cours, nous devons nous y atteler pour commencer à en discuter lors de la réunion de juin : désertification médicale, réforme du financement des EHPAD, bénévolat et activité bénévole, discrimination fondée sur l'âge, pouvoir d'achat. **Toutes les contributions seront les bienvenues...**